

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes

Directeur : BORIS SOUVARINE — Directeur intérimaire : AMÉDÉE DUNOIS

Comité de rédaction : A. KER, Fernand LORiot — Administrateur : René REYNAUD

Thèse du Comité Directeur sur la Politique Syndicale

Nous publions ci-dessous la première des Thèses présentées par le Comité Directeur du Parti Communiste Français au Congrès de Marseille. Elle concerne les Rapports du Parti et des Syndicats. Les autres rapports et thèses vont être incessamment publiés et envoyés aux Fédérations.

I

Le mouvement ouvrier sous sa forme corporative a été antérieur, partout et toujours, au mouvement ouvrier sous sa forme politique. L'association professionnelle de résistance a précédé historiquement les partis ouvriers, parce que, partout et toujours, le particulier précède le général, parce que, partout et toujours, le fait précède l'idée. Avant de songer à conquérir ou même à neutraliser l'Etat, les travailleurs, odieusement pressurés par un capital tout-puissant, se sont efforcés, indépendamment de tout concept doctrinal, d'améliorer leurs salaires et leurs conditions de travail.

Mais ils n'ont pas tardé à s'apercevoir que la force principale du capital lui vient de sa mainmise sur le pouvoir politique. Bientôt les ouvriers les plus instruits et les plus avancés, unis d'ailleurs à quelques intellectuels révolutionnaires sortis des rangs de la bourgeoisie, tels que les Marx, les Engels, les Lassalle, constatent que le développement des antagonismes de classe amène le prolétariat à entamer contre la bourgeoisie, maîtresse des moyens de production et de coercition, une lutte non plus seulement économique, mais politique, une véritable lutte de classe, ayant pour but final la conquête par le prolétariat organisé des moyens de coercition et de production, c'est-à-dire l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie.

Naissance des Partis ouvriers

Ainsi, dans tous les pays des deux mondes, à côté des organisations corporatives, se forment des partis ouvriers, — socialistes, collectivistes ou communistes.

Mêlés intimement, dès l'origine, aux luttes économiques, les partis ouvriers exercent sur elles une influence profonde et décisive. Ils ne contribuent pas peu à en élargir l'horizon primitif. Ils popularisent dans les masses les notions marxistes de lutte de classe, de conquête du pouvoir politique, d'expropriation de la bourgeoisie, de propriété collective des instruments de production et d'échange, etc. C'est ainsi que les syndicats, d'abord plus ou moins conservateurs, puis timidement réformistes, deviennent peu à peu révolutionnaires, à mesure qu'ils s'imprègnent des idées générales élaborées par la critique collectiviste ou communiste. Un jour arrive où, selon le mot d'ordre de Marx, « au lieu de la devise conservatrice : « Un salaire normal pour une journée normale ! » ils inscrivent sur leur bannière le mot d'ordre révolutionnaire : « Abolition du salariat ! »

Il n'est pas d'exemple que le mouvement ouvrier sous sa forme corporative ait jamais été, à son origine, révolutionnaire. Il le devient autant par l'effet de son expérience propre de la lutte que par les influences qu'exercent incessamment sur lui les partis et les hommes de révolution sociale.

Diffusion de l'esprit révolutionnaire

Pour ne parler que de la France, c'est à l'école de l'Internationale que les ouvriers parisiens apprennent les idées qui, après les avoir dressés contre l'Empire, les amènent à s'enrôler sous le drapeau de la Commune. Quand, moins d'un an après la défaite, réapparaît le

mouvement ouvrier, il est d'abord nettement réactionnaire. Non contents de n'émettre que des revendications anodines, les « syndicaux » de 1876 protestent humblement chaque fois qu'ils le peuvent de leur respect pour l'ordre établi, de leur soumission à la loi, « alors même, disent-ils, qu'elle n'est pas conforme à la justice » : ils vont même, l'un d'eux va même jusqu'à flétrir la Commune ! Mais au contact des communistes et des collectivistes de l'époque, les Guesde, les Lafargue, les Malon, les Vaillant, les « syndicaux » ne sont pas longs à reconnaître les erreurs, les faiblesses, toute l'inefficacité de leur corporatisme apolitique et à se familiariser avec les idées fondamentales du socialisme moderne, avec les solutions les plus hardies du problème social.

Chambres syndicales et groupes d'études sociales fraternisent en 1879 au Congrès de Marseille d'où va sortir un premier parti socialiste ouvrier. Mais il se fractionne bientôt en groupements hostiles les uns aux autres, et leurs querelles d'école ennuiant les syndicats qui, peu à peu, sentant croître leurs forces, finissent par se rendre indépendants de tout parti politique.

Formation du Syndicalisme révolutionnaire

Lorsque les deux mouvements, politique et économique, se scindent définitivement, à la fin du siècle dernier, et cela en grande partie par la faute des chefs socialistes trop occupés de politique pure, les ouvriers groupés dans les syndicats et dans les bourses du travail gardent de leur contact avec le socialisme révolutionnaire une empreinte ineffaçable.

Dégoûtés de l'électoratisme et du parlementarisme exclusifs, indifférents aux luttes de tendances qui dressent les unes contre les autres les diverses écoles socialistes, travaillés d'autre part par la propagande des anarchistes qui rêvent de faire du syndicat un instrument de combat contre le socialisme, ils déclarent vouloir s'en tenir aux luttes économiques qu'ils tiennent pour les seules luttes fécondes. Ainsi se forme l'état d'esprit qui aboutira au syndicalisme révolutionnaire dont les idées vont inspirer, à partir de 1902, la C.G.T.

À l'action politique, ils opposent l'action directe ; à la lutte pour la conquête du pouvoir la grève générale pour la conquête de l'atelier. Mais ni la grève générale ni l'action directe ne constituent, au vrai, son originalité profonde. L'originalité profonde du syndicalisme révolutionnaire aura été de vouloir faire du syndicat un groupe véritablement politique, menant à la fois la bataille contre le salariat et contre le pouvoir, et à affirmer que le syndicat ainsi conçu, non seulement se suffit à lui-même, mais encore peut suffire à tout. Le syndicalisme révolutionnaire prétend ainsi se substituer aux partis socialistes ; il prétend réaliser un type nouveau de socialisme dont

les allemanistes n'avaient fait qu'approcher sans l'atteindre : un socialisme syndical, un socialisme exclusivement ouvrier.

Importance de son rôle

Il n'y a pas de communiste qui ne rende pleinement hommage à l'importance historique du rôle joué dans le passé par le syndicalisme révolutionnaire. Il a animé de son souffle, plusieurs années durant, toute la classe ouvrière française ; à son école, elle a pris plus largement conscience d'elle-même, et s'est lancée audacieusement dans des mouvements d'ensemble comme celui de 1906 pour la conquête des 8 heures.

Le syndicalisme révolutionnaire a réhabilité la grève considérée par lui comme l'acte primordial de la volonté et de la liberté ouvrière, comme l'affirmation directe et décisive de l'antagonisme qui oppose le travailleur au patronat et au pouvoir. En dépouillant la grève de son aspect corporatif, il a tenté de lui donner un caractère de plus en plus général, un contenu de plus en plus politique. Et ces grèves répétées et généralisées devaient aboutir un jour, enseignait-il, à la grève générale révolutionnaire, épisode suprême de la lutte de classe, forme vraiment prolétarienne de la révolution sociale.

Le syndicalisme révolutionnaire ne s'en est pas tenu à faire l'éducation des prolétaires. Il a eu sur le socialisme lui-même la plus salutaire influence. Il l'a, non sans quelques secousses assez rudes, rappelé au sentiment de la lutte de classe et de la révolution inévitable. Par son mépris du parlementarisme, des préjugés démocratiques, nationaux et légalitaires, par son goût viril de l'action, il a été pour le communisme en France, un précurseur que celui-ci ne saurait oublier.

Difficultés et contradictions

Le syndicalisme révolutionnaire ne faisait pas fi des conquêtes immédiates. Il était révolutionnaire et réformiste à la fois. Il entendait, en effet, par l'appât d'améliorations matérielles d'une obtention relativement facile, attirer au syndicat la presque totalité des salariés. Et c'est afin de n'effrayer personne que le principe de *neutralité syndicale* avait été incidemment proclamé.

Mais à mesure que les effectifs syndicaux grossissaient, une contradiction se faisait jour entre *syndicalisme* et *syndicats*, entre les fins révolutionnaires du premier et le souci des seconds d'amener à eux tous les travailleurs sans distinction d'opinions politiques ou religieuses. D'une part, l'agitation incessante dont les syndicats étaient le théâtre nuisait au recrutement, d'où une grave crise d'effectifs dont souffrait à son tour l'action corporative. D'autre part, le fait que les syndiqués peuvent appartenir à toutes les opinions ou même n'ap-

professer aucune était loin de s'accorder avec le révolutionnarisme ardent des chefs syndicalistes. Dans les années qui précédèrent la guerre, une évolution se dessinait qui insensiblement semblait devoir conduire la C.G.T. sinon à abandonner toute agitation révolutionnaire, du moins à la subordonner aux préoccupations d'ordre professionnel et syndical : recrutement, organisation, amélioration pénible et lente des conditions du travail, etc.

La fin du neutralisme syndical

La guerre vint. Les syndicalistes révolutionnaires dans leur presque unanimité portèrent à la doctrine dont ils se réclamaient le coup le plus terrible en se rangeant dès le premier jour sous la bannière de l'union sacrée. On avait tant dit que le syndicalisme, développant son action sur le propre terrain de la classe ouvrière, loin des sentiers obliques de la démocratie et du marais parlementaire, était à l'abri des corruptions, déviations et compromissions du socialisme politique, qu'on était en droit de penser qu'il saurait résister à la psychose de guerre. Il n'en fut rien. Jouhaux se fit l'agent du maquignonnage malvyste. Et tandis que la C. G. T. s'unissait dans le « comité d'action » à un parti socialiste en révolte ouverte contre les décisions de ses congrès nationaux et internationaux, les syndicalistes révolutionnaires restés fidèles, se liaient d'un accord étroit avec les éléments révolutionnaires des partis socialistes d'Europe, participaient aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal et plus tard s'affiliaient au Comité de la 3^e Internationale. La vieille notion de neutralité, les vieilles et spéciales oppositions entre syndicats et parti, entre syndicalisme et socialisme étaient battues en brèche par les nécessités nouvelles issues de la guerre impérialiste.

La guerre finie, la C.G.T. fut le théâtre de dissensions violentes entre les réformistes et les révolutionnaires, chacune des deux fractions s'appuyant à l'extérieur sur la fraction correspondante du parti socialiste. La notion proclamée jadis à Amiens d'un syndicalisme politiquement neutre tendait de plus en plus à s'affaiblir. Un syndicat n'est pas neutre qui s'appuie à l'extérieur sur les éléments de la 2^e Internationale ou sur le B.I.T.; un syndicat n'est pas neutre qui s'allie, fût-ce momentanément, au Parti Communiste et à la 3^e Internationale.

Le moment actuel

Cependant on constate depuis peu chez les syndicalistes révolutionnaires groupés dans les C.S.R. une tendance à se dégager de toute influence de parti. En refusant d'entrer dans l'Internationale, ils ont montré qu'ils prêtent aux Partis Communistes qui y sont affiliés une volonté d'hégémonie qu'ils entendent ne pas subir. Les syndicalistes révolutionnaires se

réclament de nouveau de la motion d'Amiens — qu'invoquent de leur côté les syndicalistes réformistes — et prétendent constituer à eux seuls le parti révolutionnaire du travail.

La question, non résolue par la pratique, des rapports du Parti Communiste et des syndicats ouvriers se pose donc avec une force renouvelée. Il appartient au Parti Communiste d'énoncer sur ce problème capital l'intégralité de sa pensée, avec le ferme dessein de dissiper les inquiétudes injustifiées et d'arriver à dresser, en face de la concentration grandissante des forces capitalistes et patronales, un front révolutionnaire unique, tant sur le terrain de l'action que sur celui de la pensée doctrinale.

I I

Le Parti Communiste reconnaît tout d'abord que les syndicats ouvriers sont fondés, par une glorieuse tradition de combat, à être considérés comme des facteurs révolutionnaires, et cela aussi bien dans la période qui précède la révolution que pendant la révolution elle-même.

Valeur révolutionnaire des Syndicats

Dans la période antérieure à la révolution, les syndicats poursuivent — pour reprendre sur ce point les termes de la motion d'Amiens — « la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ». Mais ce n'est là qu'une partie de leur rôle et, par delà ces revendications immédiates, le syndicalisme « prépare l'émancipation intégrale avec, comme moyen d'action, la grève générale ».

En ce qui touche l'acte même de la révolution, le coup de force décisif qui abattra l'ordre politique et économique existant, le Parti Communiste ne peut la concevoir que sous les formes combinées de la grève générale et de l'insurrection, que par l'ardente coopération des syndicats et du Parti. Quand les organes du pouvoir politique, il appartiendra aux syndicats, sous le contrôle de l'Etat prolétarien, de mettre immédiatement la main sur les organes de la production et de l'échange, de manière à éviter dans la mesure du possible toute interruption dans le processus de création et de circulation des richesses. Ainsi c'est par l'accord intime, la collaboration étroite de l'organisation politique et de l'organisation économique que se réalisera, dans sa plénitude, la dictature du prolétariat.

Mais l'importance du rôle des syndicats, aussi bien dans la préparation que dans l'exécution de l'acte révolutionnaire, commande au Parti Communiste de préciser sa propre position à l'égard des syndicats et du syndicalisme.

Parti et Syndicats

Par leur composition où entrent des éléments politiquement et intellectuellement différents, qu'unit seulement l'affinité économique ; par la nécessité où ils se trouvent d'amalgamer des masses encore faiblement éduquées, les syndicats ne formeront jamais que le gros de l'armée prolétarienne, dont le Parti Communiste au contraire constitue non pas l'état-major, mais l'avant-garde. Il faut être salarié, sans plus, pour entrer au syndicat. Pour entrer au Parti, il faut adhérer consciemment aux idées communistes qui assignent à la lutte de classe pour objectif suprême, non seulement « la disparition du salariat et du patronat » inscrits dans les statuts de la C. G. T., et que réclament aussi les coopérateurs bourgeois, mais l'abolition des classes, l'avènement d'une société sans classes, la société communiste fondée sur la propriété « une et indivisible » des forces productives et sur l'obligation du travail pour tout individu valide.

De la différenciation qui vient d'être esquissée, résulte entre les syndicats et le parti une sorte de division naturelle du travail qui les empêche de s'ignorer et les oblige au contraire à coordonner leur action. L'action économique et l'action politique d'une classe ne s'opposent pas : elles sont liées et elles se complètent. Organisation syndicale et parti politique de classe réagissent incessamment l'un sur l'autre pour le plus grand profit de tous les deux : au contact du Parti, les syndicats s'élèvent progressivement à une compréhension plus haute, plus large et plus claire des fins dernières de la révolution prolétarienne, — fins qu'exprime insuffisamment la formule de la C. G. T. : *Disparition du salariat et du patronat* ; — ils s'imprègnent d'un idéalisme révolutionnaire qui les protège contre les régressions corporatistes ; au contact des syndicats, le parti trouve la force de résister aux influences extra-prolétariennes qui pourraient le corrompre, et de maintenir son caractère de parti de classe, de parti du prolétariat.

Respect de l'autonomie syndicale

C'est donc le droit et le devoir du Parti Communiste de se tenir en contact avec les organisations syndicales, et d'appuyer de toute sa force le mouvement ouvrier, dont il est étroitement solidaire. Toutefois, il déclare hautement sa volonté de respecter le droit des syndicats de se gouverner et de s'administrer eux-mêmes, en dehors de toute injonction, de toute tutelle, de toute subordination.

L'autonomie traditionnelle des syndicats ne saurait être mise en cause : elle est indispensable au recrutement et au développement syndical qui impliquent pour les syndicats la pleine liberté de leurs déterminations et de leurs mouvements.

Précisant toute sa pensée, le Parti Communiste se refuse nettement à confondre le fait de l'autonomie ou de l'indépendance syndicale avec les formules familières à certains syndicalistes révolutionnaires. Il ne saurait admettre, notamment, ni la formule selon laquelle le syndicalisme se suffirait à lui-même, ni la formule selon laquelle le syndicalisme suffirait à tout.

Le Syndicalisme se suffit-il à lui-même...

Ni dans sa théorie ni dans sa pratique, le syndicalisme ne se suffit à lui-même. Les idées syndicalistes, loin qu'elles aient été créées de toute pièce, sont de vieilles idées socialistes adaptées au milieu syndical. L'évolution syndicaliste, comme toute évolution sociale, a été déterminée par des conditions de temps et de lieu, par des circonstances de fait où la volonté n'était pour rien. Le syndicalisme n'est pas un monde fermé. Il a comme le communisme lui-même des portes et des fenêtres qui, largement ouvertes, lui permettent avec l'extérieur des échanges féconds de forces et d'idées. Il participe souvent à des campagnes extra-syndicales ; il accepte dans ses luttes tous les appuis qui peuvent s'offrir à lui. Il convient au surplus d'observer que plus le syndicalisme s'éloigne du corporatisme étroit et devient révolutionnaire, moins il est en mesure, à cause de la complexité et de la pluralité de ses tâches, de se suffire pratiquement à lui-même.

... et suffit-il à tout ?

Il ne suffit pas non plus à tout. Dans tous les pays conquis à la grande industrie, le prolétariat a peu à peu reconnu l'insuffisance foncière, même du point de vue réformiste, du syndicalisme livré à ses seuls moyens, et il a fondé partout, pour l'action prolétarienne générale et notamment pour la lutte contre l'Etat, des partis politiques. Le prolétariat anglais qui, après l'échec du chartisme, s'était si longtemps retiré sur le terrain du pur corporatisme, a fini par reconnaître lui aussi que le syndicalisme ne suffit pas à tout ; il a fini par reconnaître la nécessité d'une action politique propre à la classe ouvrière dans sa totalité : il a fondé le *Labour Party* qui groupe en un vaste faisceau les organisations syndicales et les partis socialistes (le Parti Communiste étant d'ailleurs exclu).

Tel est le témoignage de l'histoire. Il justifie partout l'existence des partis de la classe ouvrière. Au reste, la seule réflexion amènerait à concevoir que le syndicat qui unit, sur un programme de revendications spécifiquement ouvrières, des éléments politiquement hétérogènes, ne saurait faire face à lui seul aux exigences multiples de la lutte révolutionnaire. C'est pourquoi il devait arriver que les éléments les plus avancés et les plus énergiques

se grouperaient en des organisations d'avant-garde capables de porter à l'ennemi des coups plus décisifs.

Le Rôle du Parti communiste

Organisation d'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti Communiste est essentiellement cela. Comme l'ont dit dès 1847, Marx et Engels, les communistes n'ont pas « d'intérêts distincts de ceux du prolétariat tout entier », dont ils composent « la fraction la plus résolue », celle qui donne sans trêve au mouvement « une impulsion nouvelle » et qui n'a, sur les masses, d'autre avantage que celui qui résulte d'une intelligence plus claire « des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien ».

C'est dire combien le Parti se rend compte, et qu'il ne se suffit pas à lui-même, et qu'il ne suffit pas à tout. Mais lorsque, entre syndicats et parti, les dernières barrières, artificiellement entretenues par la bourgeoisie, seront enfin tombées, ce qui n'est vrai aujourd'hui ni des syndicats ni du Parti considérés séparément, deviendra vrai du fait de leur coopération cordiale. Ce n'est ni le syndicalisme ni le communisme, c'est le prolétariat politiquement et économiquement organisé qui, de plus en plus, se suffira à lui-même et qui suffira à tout.

III

En vue de hâter l'heure où par l'unité de son front de bataille, le prolétariat sera à même de réaliser sa mission historique, le Parti Communiste croit urgent d'en finir avec la doctrine imprécise qui a prévalu jusqu'ici dans ses rapports avec les syndicats et de tracer les grandes directions auxquelles doivent se conformer les communistes à l'intérieur des syndicats.

Il rappelle tout d'abord qu'il fait un devoir absolu à tous ceux de ses membres qui sont ouvriers, employés, fonctionnaires, d'appartenir au syndicat confédéré de leur profession et à la fraction révolutionnaire de ce syndicat. Mais le fait d'être syndiqué serait dénué de portée s'il ne s'accompagnait d'une participation assidue à la vie et à l'activité syndicales.

Programme d'action communiste

Le Parti Communiste fait sien le programme d'action syndicale adopté par l'Internationale. Il affirme la nécessité de syndicats aguerris et agressifs, la valeur de l'action directe, l'urgence de constituer dans les usines des comités ayant pour objet d'étudier le fonctionnement industriel, commercial et financier de l'entreprise, de limiter l'arbitraire patronal, d'améliorer les conditions de travail et de salaires et, dans les cas de conflit grave, tel qu'un lock-out, de procéder à l'occupation des ateliers. Il place au premier rang des revendications syndicales celle du contrôle ouvrier et met les travailleurs en garde contre le péril

des commissions pseudo-paritaires, de la soi-disant participation aux bénéfices et de l'imaginaire *nationalisation* préconisée par les réformistes. Il estime que les syndicats ne peuvent pas se borner à combattre le pouvoir patronal, mais doivent entrer en lutte contre le pouvoir gouvernemental, car l'Etat, en militarisant les travailleurs, en noyant sous les troupes les champs de grèves, en imposant les salaires, etc., est le plus ferme soutien de l'exploitation dont les ouvriers sont victimes.

Le Parti déclare en outre que les travailleurs communistes ont, au syndicat comme à l'atelier, comme à la caserne, le devoir impérieux d'affirmer hautement les idées communistes et de défendre leur parti et ses militants contre le préjugé, la calomnie ou l'ignorance, sans se laisser arrêter par la crainte d'enfreindre une neutralité qui, au demeurant, n'a jamais existé.

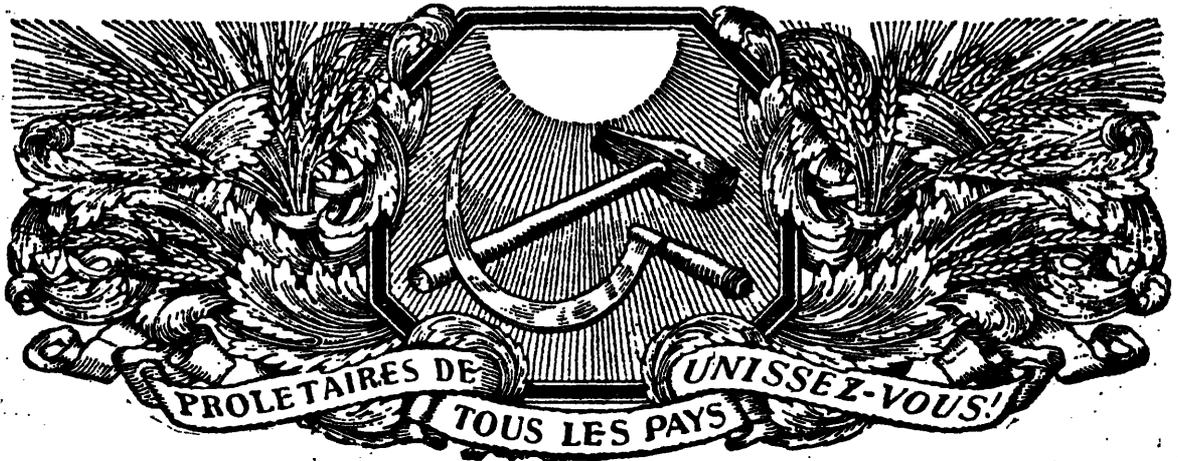
Il appartient aux prolétaires communistes de gagner les syndicats au communisme en vulgarisant sans relâche auprès des camarades moins avancés ou plus timides les idées de lutte de classe, de grève générale révolutionnaire et d'insurrection armée, de prise de pouvoir par le prolétariat politiquement et économiquement organisé, d'expropriation de la bourgeoisie, de propriété sociale, etc., etc..

Ils auront à combattre vigoureusement non seulement les panacées réformistes dont il ne leur sera pas difficile de démontrer la duperie, mais encore les tendances confuses et confusionnistes comme celle qui, sous prétexte de fédéralisme, aboutirait à maintenir, en face de la concentration capitaliste et de la centralisation patronale, les entraves d'un corporatisme ou d'un localisme étroit ; comme celle encore qui, sous prétexte d'individualisme et de liberté, repousserait jusqu'à l'idée de la dictature du prolétariat.

Contre Amsterdam

Les ouvriers communistes combattront dans les syndicats l'Internationale réformiste d'Amsterdam, acoquinée aux gouvernements de la bourgeoisie, et ils prépareront l'adhésion du syndicalisme français, ramené dans la voie révolutionnaire, à l'Internationale des syndicats rouges de Moscou.

C'est des ouvriers communistes militant dans les syndicats, soumis à ses directions doctrinales et à sa discipline, que le Parti Communiste, parti de classe et de révolution sociale, attend l'avènement prochain d'un syndicalisme révolutionnaire d'esprit nouveau, qui, ayant pris conscience qu'il poursuit le même but que le Communisme et qu'il combat le même ennemi, s'efforcera de coordonner son action autonome à celle du Parti Communiste, avec pour suprême mot d'ordre, la révolution sociale par la dictature du prolétariat.



Le Quatrième Anniversaire de la Révolution du 7 Octobre

Nous voici arrivés au quatrième anniversaire de la Révolution d'octobre.

Plus nous allons et mieux nous concevons l'importance de la Révolution prolétarienne de Russie et plus nous approfondissons l'immense expérience pratique acquise par son œuvre.

Celle-ci peut brièvement, de façon très incomplète et très schématique, être résumée comme suit :

La tâche immédiate la plus impérieuse de la Révolution fut en Russie de nature bourgeoise et démocratique : *Ce fut de détruire dans le pays les survivances du Moyen Age, d'en écarter inlassablement la honte, la barbarie, l'entrave à toute culture et à tout progrès.* Et nous avons le droit de nous enorgueillir, d'y avoir réussi, auprès des masses de façon beaucoup plus décisive, plus effective et plus profonde que la Révolution française, grâce à l'emploi de moyens beaucoup plus énergiques que ceux dont elle disposait. Les anarchistes et les démocrates petits-bourgeois — dont le type social est représenté en Russie par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires — n'ont pas cessé d'épiloguer sur les rapports de la Révolution démocratique avec la révolution sociale prolétarienne. Mais quatre années de lutte ont prouvé la justesse de notre conception marxiste et de notre appréciation des révolutions antérieures. Nous avons poussé la révolution bourgeoise et démocratique jusqu'au bout. *Inflexibles et conscients, nous allons vers la révolution sociale, sachant bien que nulle muraille infranchissable ne la sépare de la révolution bourgeoise démocratique.* L'ampleur de nos progrès dépend de nos efforts : la lutte déterminera demain lesquelles de nos conquêtes demeureront à jamais assurées.

Dès aujourd'hui, il est possible d'apprécier l'œuvre immense qui a été accomplie dans le sens de la réorganisation socialiste de la société dans un pays arriéré, ruiné et morcelé.

Mais c'est assez parler du contenu démocratique de notre révolution. Les marxistes doivent me comprendre. Considérons plutôt quelques exemples.

L'œuvre bourgeoise et démocratique de la révolution c'est, au premier chef, l'élimination des rapports sociaux (régime et institutions) des survi-

vances du Moyen Age, du servage et de la féodalité.

Quelles étaient, en 1917, les survivances les plus importantes du servage féodal ? *L'autocratie, la noblesse, la propriété foncière, l'exploitation du paysan, l'infériorité sociale de la femme, l'orthodoxie, l'oppression des nationalités.* Tandis que, dans tous les Etats civilisés, les révolutions d'il y a plus d'un siècle — et la révolution anglaise de 1649 — n'ont aboli toutes ces survivances médiévales que de façon très incomplète, nous avons, en Russie, nettoyé à fond nos écuries d'Augias. En dix semaines, du 7 novembre 1917 à la dissolution de la Constituante, nous avons fait mille fois plus en cette matière que les démocrates bourgeois et petits-bourgeois, cadets, mencheviks et socialistes-révolutionnaires pendant les trois mois de leur gouvernement.

Bavards et couards, ces faux Hamlets et ces Narcisses, épris d'eux-mêmes, brandissaient un glaive de carton, mais n'osaient pas abolir la monarchie. Nous avons balayé, nous, toutes les ordures monarchiques et ce avec un succès sans égal. L'édifice séculaire du vieux ordre social, nous l'avons démolir on ne peut plus complètement. Tandis qu'en Allemagne, en France et en Angleterre, pays de haute culture, des vestiges du plus lointain passé subsistent, rien ne reste en Russie de la féodalité et du servage. On peut douter (nous laissons aux lettrés mencheviks et socialistes-révolutionnaires de l'étranger le soin d'étudier la question) des résultats de la réforme agraire de la Révolution d'octobre. Nous ne perdrons pas notre temps à épiloguer sur des problèmes qui se résolvent par l'action. Ce qui demeure incontestable, c'est que les démocrates petits-bourgeois avaient négocié pendant huit mois avec les propriétaires fonciers et que c'est nous qui avons chassé de Russie les hobereaux, les propriétaires fonciers et leurs traditions.

Passons à la religion, à l'asservissement de la femme et des nationalités allogènes. Là aussi la révolution démocratique aurait dû apporter ses solutions. Sur ces sujets aussi, les imbéciles de la démocratie petite-bourgeoise avaient, pendant huit mois, palabré à loisir. Au sens démocratique et bourgeois du mot, aucun des pays civilisés du

monde n'a encore résolu ces problèmes dans leur totalité. Nous l'avons fait. Nous combattons la religion. A toutes les nationalités allogènes, nous avons accordé l'autonomie ou l'indépendance. La Russie n'est plus déshonorée par le déni des droits de la femme ou par son infériorité légale, ignominieuse survivance du Moyen Age et du servage que maintiennent encore dans tous les pays du monde une bourgeoisie avide et une petite-bourgeoisie faible et stupide.

Depuis cent cinquante ou deux cent cinquante ans, les promoteurs de la Révolution bourgeoise et démocratique (dont toutes les expériences ne furent que des variétés nationales d'un type unique et commun) promettaient de débarrasser l'humanité des privilèges, de la suprématie d'un culte sur les autres ou de la religion en général, de l'asservissement de la femme et des nationalités. Ces promesses, ils ne pouvaient pas les tenir, car leur respect superstitieux de la propriété privée les en empêchait. Par bonheur, notre révolution prolétarienne ignore tout de ce respect.

Mais pour assurer en Russie les conquêtes de la révolution bourgeoise démocratique, nous dûmes avancer les tâches de cette révolution, nous les accomplîmes incidemment, comme des tâches secondaires découlant de notre tâche principale, qui était avant tout prolétarienne et socialiste. Les réformes, nous l'avons toujours dit, ne sont que produits secondaires de la lutte révolutionnaire des classes, et nous avons prouvé que les réformes démocratiques et bourgeoises sont des résultats secondaires de la révolution prolétarienne, c'est-à-dire socialiste. Remarquons ici la totale incapacité des Kautsky, des Hilferding, des Martov, des Tchernov, des Hillquit, des Longuet, des Macdonald, des Turati, à rien comprendre à cette réciprocité des causes, entre la révolution démocratique et la révolution prolétarienne sociale. Cette dernière continue la première et résout incidemment ses problèmes. La lutte seule décidera dans quelle mesure la seconde réussira à dépasser la première.

Cette continuité des deux révolutions est prouvée par le régime des Soviets. Il servira de modèle à la démocratie des ouvriers et des paysans. Il signifie à la fois la rupture avec la démocratie bourgeoise et la naissance d'un type de démocratie sans précédent dans l'histoire mondiale : la démocratie prolétarienne, formée par la dictature du prolétariat.

Les chiens et les pourceaux de la bourgeoisie moribonde et de la démocratie petite-bourgeoise qui végète encore peuvent nous insulter et se rire de nos erreurs et de nos insuccès dans notre œuvre de création du régime des Soviets. Certes, nous avons commis des erreurs et subi des échecs, et beaucoup même. Mais pouvait-on, sans fautes et sans échecs, réaliser dans l'histoire un *nouveau type d'Etat* ? Nous ne cesserons pas de corriger nos fautes et de poursuivre une meilleure application des principes soviétistes à la réalité. Nous sommes encore loin de la perfection. Mais nous sommes légitimement fiers d'avoir fondé l'Etat soviétiste et ouvert ainsi une ère nouvelle dans l'histoire : celle de la domination de la classe jusqu'alors partout opprimée. Cette classe, à l'heure actuelle, marche vers une vie nouvelle, vers la libération de l'humanité, vers la fin des guerres.

A partir de 1914, le problème des guerres impérialistes est devenu dans le monde contemporain le plus grave. Il est le pivot de la politique internationale du capital qui prédomine actuellement dans le monde et doit nécessairement aboutir à de nouvelles guerres impérialistes, à une recrudescence d'oppression nationale, à l'égorgeement des petites nations par quelques grandes puissances civilisées. La vie de millions et de millions d'êtres humains en dépend. Il s'agit de savoir si, dans la

prochaine guerre impérialiste que prémédite manifestement la bourgeoisie et à laquelle le capitalisme nous mène à toute vitesse, il y aura 20 millions de morts au lieu des 10 millions d'assassinés de 1914-1918 et des petites tueries subséquentes encore inachevées — si elle fera désormais 60 millions de mutilés au lieu de 30. En présence de cette éventualité, notre Révolution d'octobre a ouvert une ère nouvelle.

Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, la petite-bourgeoisie, à prétentions socialistes, en réalité à la dévotion de la bourgeoisie, ont pauvrement ironisé sur notre mot d'ordre : transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. C'était pourtant là la seule chose réelle, d'une réalité cruelle, âpre, douloureuse, mais d'une réalité incontestable parmi les nuées, aujourd'hui dissipées, du chauvinisme et du pacifisme. On sait ce que fut la paix de Brest-Litovsk. Chaque jour nous révèle l'essence d'une paix pire encore : celle de Versailles. Et des millions d'hommes, désireux de comprendre les causes de la guerre d'hier et de celle de demain, entendoient déjà cette vérité évidente et inexorable : on ne pourra éviter le déchaînement infernal d'une nouvelle guerre impérialiste, on ne pourra détruire l'impérialisme que par la révolution bolchevique.

Que les bourgeois, les pacifistes, les petits-bourgeois, les généraux, les bigots, les cagots, les gens de l'Internationale 2 et 2 1/2 insultent donc notre révolution ! Ni les calomnies, ni les mensonges, ni leur malignité ne peuvent rien contre ce fait : pour la première fois dans l'histoire du monde, après des millénaires d'esclavage, les esclaves dont les maîtres veulent la guerre, leur répondent : « Votre guerre pour le butin, nous en ferons la guerre de tous les esclaves contre tous les maîtres ! » Pour la première fois, au cours des siècles, cette idée, cette espérance vague, est devenue un programme politique clair et précis, déterminant l'action de millions d'opprimés, guidés par le prolétariat. Pour la première fois, elle s'est affirmée par une victoire du prolétariat sur la bourgeoisie internationale coalisée, habituée à faire la guerre et la paix au détriment des travailleurs.

Mais cette première victoire n'est pas encore décisive. Notre révolution d'octobre n'y est arrivée qu'au prix de souffrances incommensurables, après bien des tâtonnements et des insuccès. Était-il possible à un peuple arriéré, abandonné à lui-même, de résister, sans commettre des erreurs graves, aux agressions impérialistes des plus puissants pays civilisés ? Encore une fois, nous ne craignons pas d'avouer et d'étudier nos fautes pour mieux les réparer. Il n'en est pas moins vrai que, pour la première fois dans l'histoire, la menace de transformer la guerre pour le compte des maîtres en une guerre des esclaves unis contre tous les maîtres, a pris corps en dépit de tout.

Nous avons commencé cette œuvre. Quand, où, dans quel délai les prolétaires réussiront-ils à l'amener à bonne fin ? La question est secondaire. La voie est ouverte. Le chemin est tracé, voilà l'essentiel.

Les capitalistes peuvent persister dans leur hypocrisie et invoquer la défense nationale. Patrie américaine contre patrie japonaise et vice versa, patrie française contre patrie anglaise et vice versa. Continuez à rédiger des manifestes sur les moyens de prévenir les guerres impérialistes — celui de Bâle 1912 pourra vous servir de modèle, messieurs les pacifistes petits-bourgeois, messieurs les chevaliers des Internationales 2 et 2 1/2 !

La première révolution communiste a arraché une première centaine de millions d'hommes à l'horreur des guerres impérialistes et à la vilénie du régime dont elles découlent. Les révolutions suivantes libéreront le reste de l'humanité.

Notre dernière tâche, la plus importante et la plus difficile, jusqu'ici loin d'être accomplie, c'est de jeter les fondements économiques de la nouvelle société socialiste qui succédera à la société féodale détruite et à la société capitaliste ébranlée. Dans ce travail, le plus important, le plus difficile, nous avons commis le plus de fautes, éprouvé le plus de déconvenues. Il ne pouvait en être autrement. Mais nous sommes à l'œuvre. Notre nouvelle politique économique répare déjà quelques-unes de nos fautes. Nous apprenons à construire, sans erreur, l'édifice socialiste dans un pays où prédomine la petite propriété paysanne.

Encouragés par l'enthousiasme suscité tout d'abord dans les masses par nos buts politiques et entretenu ensuite par nos victoires militaires, nous avons cru pouvoir en tirer parti pour atteindre tout aussi bien nos objectifs économiques. Nous avons pensé — ou, pour mieux dire, nous avons voulu sans y bien penser, — introduire par la législation de l'Etat prolétarien dans un pays de petite propriété paysanne, l'industrie et la répartition communistes. La vie nous a révélé nos erreurs. Pour préparer la voie au communisme, il eût fallu passer par diverses périodes de transition telles que le capitalisme d'Etat et le collectivisme. L'enthousiasme seul ne suffit pas. Le pont qui, dans un pays de petite propriété paysanne, conduit du capitalisme d'Etat au socialisme ne pourra être construit que grâce à l'enthousiasme suscité par la grande révolution, grâce à l'intérêt personnel, grâce à bien des recherches économiques préalables. La vie même nous impose cette voie.

Nous avons dû, au cours des dernières années, changer plusieurs fois de chemin, non sans nous instruire. Nous étudions aujourd'hui les voies de notre nouvelle politique économique avec la circonspection, la patience, l'application la plus grande. L'Etat prolétarien doit devenir un propriétaire attentif, expérimenté, prévoyant. Il doit faire du commerce de gros, sous peine de ne jamais rétablir la prospérité économique. En présence d'un Occident capitaliste, nous n'avons pas d'autres voies vers le communisme. Le négociant

en gros semble aussi éloigné que possible de l'idéal communiste. Mais ce n'est là qu'un des paradoxes qui, dans la réalité, nous conduiront au socialisme, en passant par l'économie rurale d'un peuple de petits propriétaires paysans et par le capitalisme d'Etat. La participation des travailleurs aux bénéfices intensifie la production, ce qui est précisément le but que nous devons atteindre à tout prix. Le commerce en gros associé économiquement des millions de petits paysans, les intéresse, les rapproche les uns des autres, les achemine vers l'association de production. La transformation nécessaire de notre politique économique est déjà commencée. Déjà, elle nous a permis d'obtenir quelques succès incontestables, bien que partiels. Nous terminons, dans cette science nouvelle, notre classe préparatoire. Nous allons passer aux classes suivantes, en vérifiant à chaque pas la théorie par la pratique, sans craindre de recommencer souvent le même devoir et en nous efforçant de nous corriger nous-mêmes par l'analyse minutieuse de nos fautes.

Nous poursuivrons notre œuvre jusqu'au bout, bien que la situation économique et politique du monde nous rende cette tâche plus difficile que nous ne le pensions. Mais quoi qu'il nous en coûte, quelles que soient les souffrances de la période de transition, quelles que soient la misère, la ruine, la famine, *nous ne nous laisserons décourager par rien* et nous saurons assurer le triomphe définitif de notre cause.

N. LENINE.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur

Tous les Communistes doivent lire tous les Jeudis :

Le Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

Tarif des Abonnements :

FRANCE : Un an 26 fr. ; Six mois 13 fr. ; Trois mois 7 fr.

ETRANGER : Un an 28 fr. ; Six mois 14 fr. ; Trois mois 8 fr.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen sur demande
adressée à René Reynaud, 120, rue Lafayette